












CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES

MARCHÉ PUBLIC DE MAÎTRISE D'ŒUVRE

**Mission de maîtrise d'œuvre pour la régénération de
l'Écluse 220m d'Amfreville (27)**

**VOIES NAVIGABLES DE FRANCE - Direction Territoriale Bassin de la Seine
et Loire Aval**
18 quai d'Austerlitz
75013 PARIS

L'ESSENTIEL DU CONTRAT

	Objet	Mission de maîtrise d'œuvre pour la régénération de l'Écluse 220m d'Amfreville (27)
	Type de contrat	Marché public
	Tranches optionnelles	Sans tranches optionnelles
	Clauses sociales	Avec
	Clauses environnementales	Avec
	Durée / Délai	2 ans et 6 mois
	Prix	Prix global forfaitaire
	Variation des prix	Avec
	Avance	Avec

SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat	5
1.1 - Objet du contrat	5
1.2 - Décomposition du contrat.....	5
1.3 - Réalisation de prestations similaires.....	5
2 - Pièces contractuelles.....	5
3 - Intervenants	6
3.1 – Maître d’Ouvrage.....	6
3.2 – Conduite d’opération	6
3.3 - Assistance à maîtrise d'ouvrage.....	6
3.4 - Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier.....	6
3.5 - Coordination des systèmes de sécurité incendie.....	6
3.6 - Contrôle technique.....	6
3.7 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs.....	6
3.8 - Modalités de collaboration du maître d’œuvre avec les autres intervenants.....	6
3.9 – Autres intervenants	6
4 - Respect des principes d'égalité, de laïcité et de neutralité.....	6
4.1 - Rappel des obligations du titulaire	6
4.2 - Modalités de contrôle et de sanction	7
5 - Missions.....	7
6.1 - Durée globale prévisionnelle des prestations	8
6.2 - Durée et délais du contrat	8
7 - Prix.....	11
7.1 - Caractéristiques des prix pratiqués	11
7.2 - Forfait de rémunération	11
7.3 - Modalités de variation des prix	12
8 - Avance.....	12
8.1 - Conditions de versement et de remboursement.....	12
8.2 - Garanties financières de l'avance.....	13
9 - Modalités de règlement des comptes.....	13
9.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs.....	13
9.2 - Pourcentage de rémunération par élément.....	14
9.3 - Présentation des demandes de paiement.....	14
9.4 - Délai global de paiement	14
9.5 - Paiement des cotraitants	15
9.6 - Paiement des sous-traitants.....	15
10 - Engagement du maître d'œuvre	15
10.1 - Jusqu'à la passation des marchés de travaux	15
10.2 - Durant l'exécution des marchés de travaux	16
11 - Conditions d'exécution des prestations.....	16
11.1 - Présentation des livrables	17
11.2 - Organisation des réunions de chantier.....	18
11.3 - Émission des ordres de services	18
11.4 - Vérifications des projets de décompte des entrepreneurs.....	18
11.5 - Instruction des mémoires en réclamation	19
11.6 - Arrêt de l'exécution des prestations	19
11.7 - Achèvement de la mission.....	19
12 - Développement durable.....	19
13 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle	22
14 - Pénalités.....	22

14.1 - Pénalités de retard.....	22
14.2 - Autres pénalités spécifiques	23
15 - Assurances	23
16 - Résiliation du contrat.....	24
16.1 - Conditions de résiliation.....	24
16.2 - Redressement ou liquidation judiciaire	24
17 - Règlement des litiges et langues.....	24
18 - Clauses techniques particulières	25
18.1 Contenu des missions :.....	25
19 – Clause de réexamen	32
20 - Mesures d'ordre social – Application de la réglementation du travail.....	33
21 - Conflit d'intérêts	35
22 - Obligation de confidentialité	35
23 - Protection des données à caractère personnel.....	35
24 - Sous-traitance	35
25 - Dérogations.....	36

1 - Dispositions générales du contrat

1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses particulières (CCP) concernent la Mission de maîtrise d'œuvre pour la régénération de l'Écluse 220m d'Amfreville (27).

Lieu d'exécution :

Voies Navigables de France

Site d'Amfreville sous les Monts

Routes des Ecluses

27380 Amfreville-sous-les-Monts

L'ouvrage à réaliser appartient à la catégorie d'ouvrages infrastructure en réutilisation ou réhabilitation.

1.2 - Décomposition du contrat

Il n'est pas prévu de décomposition en lots ou tranches.

1.3 - Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur pourra confier au titulaire du marché, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

La durée pendant laquelle un nouveau marché pourra être conclu ne peut dépasser 3 ans à compter de la notification du présent marché.

2 - Pièces contractuelles

Les pièces contractuelles sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité décroissant :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes
- La décomposition du prix global forfaitaire (DPGF)
- Le cahier des clauses particulières (CCP)
- Le programme de l'opération
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de maîtrise d'œuvre, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
- Le mémoire technique du candidat.

3 - Intervenants

3.1 – Maître d’Ouvrage

La maîtrise d'ouvrage de la prestation est assurée par Voies Navigables de France (VNF) - Direction Territoriale Bassin de la Seine et Loire aval (DTBS).

Le représentant du pouvoir adjudicateur (RPA) est Monsieur le Directeur Territorial du Bassin de la Seine et Loire aval.

3.2 – Conduite d’opération

Au sein de la maîtrise d'ouvrage, la fonction de conduite d'opération est assurée par :

Voies Navigables de France

Unité Territoriale d'Itinéraire des Boucles de la Seine

11, cours de Chimay

78700 Conflans Sainte Honorine

3.3 - Assistance à maîtrise d'ouvrage

L'assistant à maîtrise d'ouvrage sera précisé ultérieurement.

3.4 - Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier

La mission d'ordonnancement, pilotage et coordination du chantier est assurée par le maître d'œuvre.

3.5 - Coordination des systèmes de sécurité incendie

La coordination des systèmes de sécurité incendie est assurée par le maître d'œuvre.

3.6 - Contrôle technique

Le contrôleur technique sera désigné ultérieurement.

3.7 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs

La coordination sécurité et protection de la santé pour cette opération de niveau I sera assurée par un coordonnateur désigné ultérieurement.

3.8 - Modalités de collaboration du maître d’œuvre avec les autres intervenants

Avant tout commencement d'exécution, le maître d'ouvrage met à disposition du maître d'œuvre par tout moyen (courrier électronique ou physique, réunion d'information) la liste des intervenants à l'opération, leurs coordonnées ainsi que leurs missions. Dans le cadre de ses missions, le maître d'œuvre est autorisé à échanger directement avec chacun des intervenants dans les conditions et limites fixées par le présent contrat. En cas de difficultés rencontrées lors de la collaboration avec l'un des autres intervenants, le maître d'œuvre informe le maître d'ouvrage sans délais.

3.9 – Autres intervenants

Au sein de l'Unité Territoriale d'Itinéraire des Boucles de la Seine, la subdivision Maintenance est chargée de la maintenance du site et la subdivision d'Exploitation en assure l'exploitation.

4 - Respect des principes d'égalité, de laïcité et de neutralité

4.1 - Rappel des obligations du titulaire

Le présent contrat confie à son titulaire l'exécution de tout ou partie d'un service public. Par conséquent, conformément à la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République, le titulaire est tenu d'assurer l'égalité des usagers devant le service public et de veiller au respect des principes de laïcité et de neutralité du service public.

À ce titre, lorsqu'ils participent eux-mêmes à l'exécution du service public, le titulaire veille notamment à ce que ses salariés ou les personnes sur lesquelles il exerce une autorité hiérarchique ou un pouvoir de direction

s'abstiennent de manifester leurs opinions politiques ou religieuses, traitent de manière égale toutes les personnes, et respectent leur liberté de conscience et leur dignité.

Le titulaire communique au pouvoir adjudicateur les mesures qu'il met en œuvre afin d'informer les personnes susvisées de leurs obligations et de remédier aux éventuels manquements.

Lorsque le titulaire entend sous-traiter une partie de l'exécution du service public, il s'assure que les contrats de sous-traitance comportent des clauses rappelant les obligations précitées. Le titulaire communique au pouvoir adjudicateur chaque contrat de sous-traitance ayant pour effet de faire participer le sous-traitant à l'exécution du service public, en même temps que sa demande d'acceptation, sous peine de refus dudit sous-traitant.

4.2 - Modalités de contrôle et de sanction

Le titulaire informe les usagers des modalités leur permettant de lui signaler tout manquement aux principes d'égalité, de laïcité et de neutralité qu'ils constatent. Cette information mentionne également les coordonnées du pouvoir adjudicateur.

Le titulaire informe sans délai le pouvoir adjudicateur des manquements dont il a connaissance, ainsi que des mesures qu'il a prises ou entend mettre en œuvre afin d'y remédier. Le pouvoir adjudicateur peut exiger que les personnes responsables des manquements constatés soient mises à l'écart de tout contact avec les usagers.

Lorsque le titulaire méconnaît les obligations susvisées, le pouvoir adjudicateur le met en demeure d'y remédier dans le délai qu'il lui prescrit. Si la mise en demeure reste infructueuse, le pouvoir adjudicateur se réserve la faculté de résilier le présent contrat pour faute du titulaire, le cas échéant à ses frais et risques.

5 - Missions

La mission de maîtrise d'œuvre est établie en application des articles L. 2410-1 et suivants, R.2412-1 et suivants du Code de la commande publique.

Le détail des missions est le suivant :

Éléments de mission :

Mission(s)	Désignation
AVP	Avant-projet
PRO	Etudes de projet
ACT	Assistance pour la passation du contrat de travaux
VISA	Conformité et visa d'exécution au projet
DET	Direction de l'exécution des travaux
OPC	Ordonnancement, pilotage et coordination
AOR	Assistance aux opérations de réception et de garantie de parfait achèvement

Missions complémentaires :

Mission(s)	Désignation
MC1	Élaboration d'un document d'incidences (au titre de la Loi sur l'eau et de la protection du patrimoine biologique)
MC2	Élaboration du dossier Loi sur l'eau

Note particulière : La mission ne comprend pas l'élément DIA, celui-ci est joint dans un fichier annexe.

6.1 - Durée globale prévisionnelle des prestations

La durée prévisionnelle d'exécution des prestations est de 2 ans et 6 mois.

La date prévisionnelle de début des prestations est le 01/04/2026

La date prévisionnelle d'achèvement des prestations est le 01/10/2028.

La durée prévisionnelle d'exécution des travaux est estimée à 1 an.

6.2 - Durée et délais du contrat

L'exécution des prestations débute à compter de la date de notification du contrat et s'achèvera à la fin de la garantie de parfait achèvement des travaux.

Eléments de mission	Définition de la tâche	Point de départ du délai	Délai	Pénalités par jour calendaire de retard
<u>Eléments de mission « études » :</u>				
AVP	Réaliser l'avant-projet (AVP)	À partir de la date de notification du marché de MOE.	30 jours	200 €
PRO	Réaliser le projet (PRO)	Date précisée dans l'ordre de service (OS) du RPA de commencer l'exécution de l'élément de mission ou de la date de réception de cet OS si celle-ci est postérieure.	30 jours	200 €
<u>Elément de mission « ACT » :</u>				
DCE	Rédiger les DCE (DCE) : pièces techniques et administratives	Date de l'OS du RPA de commencer la procédure de consultation de chaque DCE	20 jours	200 €
Analyse des offres et des candidatures	Fournir le rapport d'analyse des candidatures (ou du contenu de la première enveloppe) et des offres.	Date de la remise au titulaire des plis contenant les candidatures (ou de la première enveloppe) et celui contenant les offres de chaque DCE	20 jours	200 €
Mise au point des dossiers marchés	Procéder à la mise au point du/des dossier(s) marché(s).	Date de la décision d'attribution de chaque marché	5 jours	200 €
<u>Elément de mission « VISA » :</u>				
Première présentation au VISA	Viser ou faire part de ses observations sur les plans, notes de calculs, études de détail et autres documents établis par les entreprises.	Date de réception de chaque plan, note de calculs, étude de détail et autre document réalisé par l'entrepreneur.	15 jours	200 €

Présentation après modification(s)	Contrôler et viser ou faire part de ses nouvelles observations sur les plans, notes de calculs, études de détail et autres documents établis par les entreprises.	Date de réception de la nouvelle version de chaque plan, note de calculs, étude de détail et autre document réalisé par l'entrepreneur.	7 jours	200 €
<u>Elément de mission « DET » :</u>				
Comptes rendus de réunion	Etablir et diffuser les comptes rendus de réunion.	Date de la réunion.	Comptes rendus de réunion : 2 jours	200 €
			Constats : 5 jours	200 €
Notification des décisions	Notifier les décisions du RPA	Date de réception de l'OS du RPA	2 jours	200 €
Mémoires de réclamation	Instruire les mémoires de réclamation	Date de réception de la réclamation de l'entrepreneur.	30 jours	200 €
Etat d'avancement	Etablir l'état d'avancement	cf. dispositions contractuelles	Au plus tard le 10 de chaque mois	200 €
Projets de décomptes et soldes	Vérifier les projets de décomptes des marchés de travaux et établir les décomptes généraux et soldes avec utilisation de Chorus-pro le cas échéant.	Date de l'accusé de réception du document ou du récépissé de remise	①	200 €
Points d'arrêts	Lever les points d'arrêts définis par les différents marchés de travaux	Date de demande de levée des points d'arrêts par l'entrepreneur.	②	200 €
Autres tâches prévues au CCAG-Travaux	Suivant CCAG-Travaux	Suivant CCAG-Travaux	③	200 €
<u>Elément de mission « OPC » :</u>				
Calendrier des documents d'exécution	Etablir le calendrier d'établissement des documents d'exécution notifié par ordre de service aux entrepreneurs.	Date de l'accusé de réception par le titulaire de la notification de l'ordre de service du RPA de commencer la tâche.	30 jours	200€
Calendrier détaillé	Etablir le calendrier détaillé d'exécution notifié par ordre de service aux	Date de l'accusé de réception par le titulaire de la notification de l'OS du RPA de commencer la tâche.	10 jours	200 €

	entrepreneurs			
Mise à jour du calendrier détaillé	Mettre à jour le calendrier détaillé d'exécution notifié par ordre de service aux entrepreneurs.	Date de réception de la demande du RPA	10 jours	200 €
<u>Elément de mission « AOR » :</u>				
OPR	Procéder aux Opérations Préalables à la Réception (OPR).	<p>Suivant le mode de dévolution des marchés de travaux :</p> <ul style="list-style-type: none"> - date de réception de l'avis de l'entrepreneur ou date prévisible d'achèvement des travaux indiquée dans l'avis. <p>Ou</p> <ul style="list-style-type: none"> - date de réception, par le titulaire, de l'avis de l'entrepreneur titulaire du lot désigné au Cahier des Clauses Administratives et Techniques Particulières (CCAP) des marchés de travaux ou date prévisible d'achèvement des travaux indiquée dans l'avis. 	30 jours	200 €
Proposition de réception	Proposer la réception au RPA et notifier la proposition de réception à l'entrepreneur.	Date du procès- verbal des OPR	10 jours	200€
DOE	Remettre le Dossier des Ouvrages Exécutés (DOE) au maître de l'ouvrage.	Après réception par le titulaire de tous les documents dus par les entrepreneurs.	60 jours	1 000 €
Examen des désordres	Procéder à l'examen des désordres signalés pendant la Garantie de Parfait Achèvement (GPA).	Date de saisine par le RPA	20 jours	200€
PV de levée des réserves	Etablir le procès-verbal de levée des réserves.	Date de réception de l'avis de l'entrepreneur ayant levé les réserves.	10 jours	200€
<u>Mission complémentaire 1 « MC1 » :</u>				
MC1 : Document d'incidences au titre de la loi sur l'eau et de la protection du patrimoine biologique	Elaboration d'un document d'incidences (au titre de la Loi sur l'eau et de la protection du patrimoine biologique)	Date de l'accusé de réception par le titulaire de la notification de l'ordre de service du RPA de commencer la tâche.	15 jours	200€

<u>Mission complémentaire 2 « MC2 » :</u>				
MC2 : Élaboration du dossier d'autorisation au titre de la Loi sur l'eau	Élaboration du dossier d'autorisation au titre de la Loi sur l'eau Assistance au Maître d'Ouvrage durant la phase d'instruction du dossier.	Date de l'accusé de réception par le titulaire de la notification de l'ordre de service du RPA de commencer la tâche.	15 jours	200€

Toutefois ces délais pourront, éventuellement, être modifiés par voie d'avenant en fonction de la nature de chaque DCE.

① Jusqu'à la plus tardive des 2 dates suivantes :

- 15 jours après la réception du projet de décompte final ;
- 15 jours après la publication de l'index de référence permettant la révision du solde.

② Délais fixés dans le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP ou CCATP ou CCP) des marchés de travaux.

③ Délais définis dans le CCAG-Travaux.

Dans le cas où le Maître d'Ouvrage ne valide pas les documents d'étude (DIA, AVP, PRO, DCE, travaux, etc.) et émet des observations, le maître d'œuvre dispose de 15 jours calendaires pour remettre les nouveaux documents, en tenant compte des avis VNF.

En cas de dépassement de ce délai, le titulaire encourt une pénalité de 500 euros par jour.

Pour les comptes rendus et notes, le maître d'œuvre dispose de 3 jours pour reprendre les documents, en tenant compte des avis de VNF. En cas de dépassement de ce délai, le titulaire encourt une pénalité de 100 euros par jour.

7 - Prix

7.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par un prix global forfaitaire selon les stipulations de l'acte d'engagement et de la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF).

7.2 - Forfait de rémunération

Le forfait de rémunération est provisoire. Il correspond au produit du taux de rémunération (t) fixé à l'acte d'engagement par le montant de l'enveloppe financière affectée aux travaux par le maître de l'ouvrage (6 000 000,00 € HT).

Le forfait de rémunération devient définitif lors de l'acceptation par le maître d'ouvrage de la mission AVP.

Le forfait définitif de rémunération (F) est fixé dans les conditions suivantes :

- t : le taux rémunération du MOE fixé à l'article 4 de l'Acte d'Engagement ;
- M0 : l'enveloppe financière prévisionnelle affectée aux travaux et définie dans l'acte d'engagement, exprimé en date de valeur du mois m0 ;
- MAPD : le montant des travaux défini à la fin de la mission AVP.

Forfait définitif, F :

Si MAPD < M0	Si MAPD ≥ M0
$F = t \times M0$	$F = [0.5 \times t \times (MAPD - M0)] + (t \times M0)$

Un avenant arrête définitivement le coût prévisionnel des travaux sur lequel s'engage le maître d'œuvre et le forfait définitif de rémunération conformément aux dispositions des articles L. 2432-1, L. 2432-2 et R. 2432-2 à R. 2432-7 du Code de la commande publique.

Le forfait de rémunération est exclusif de tout autre émolument ou remboursement de frais au titre de la même mission. Le maître d'œuvre s'engage à ne percevoir aucune autre rémunération dans le cadre de la réalisation de l'opération.

7.3 - Modalités de variation des prix

Par dérogation à l'article de 10.1.2 du CCAG MOE, la date d'établissement des prix est le mois de la date limite de remise des offres, soit mars 2026. Cette date permet de définir le "mois zéro" en vue de la révision des prix.

Les prix sont révisés trimestriellement par application aux prix du contrat d'un coefficient Cn donné par la formule :

$$Cn = 15.0\% + 85.0\% (ING (n-4) / ING (o))$$

selon les dispositions suivantes :

- Cn : coefficient de révision.
- Index (n-nombre de mois de décalage) : valeur de l'index de référence au mois n diminué du nombre de mois de décalage (sous réserve que le mois n soit postérieur au mois zéro augmenté du nombre de mois de décalage).
- Index (o) : valeur de l'index de référence au mois zéro.

Le mois " n " retenu pour le calcul de chaque révision périodique est le mois au cours duquel commence la nouvelle période d'application de la formule. Les prix ainsi révisés sont invariables durant cette période.

La révision définitive des prix s'opère sur la base de la dernière valeur d'index connue au moment de l'application de la formule. Aucune variation provisoire ne sera effectuée.

L'index de référence, publié(s) au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE, est l'index ING « Index divers dans la construction - Ingénierie - Base 2010 ».

8 - Avance

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option B du CCAG - Maîtrise d'œuvre.

8.1 - Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée au titulaire lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire de l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 5,00 % du montant initial, toutes taxes comprises, du marché, si sa durée est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,00 % d'une somme égale à douze fois le montant mentionné ci-dessus divisé par cette durée exprimée en mois.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Ce taux est fixé à 10,00 % lorsque le titulaire du marché public est une petite et moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13 du Code de la commande publique.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,00 % du montant toutes taxes comprises du marché.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre, et le taux de l'avance est déterminé au regard de la taille d'entreprise de chacun des membres. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

8.2 - Garanties financières de l'avance

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

9 - Modalités de règlement des comptes

9.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-MOE.

Les acomptes sont versés chaque mois, au fur et à mesure de l'avancement de la mission, et dans la limite de l'échéancier ci-dessous :

Mission(s)	Acompte(s)	Pourcentage
AVP	A la remise du dossier	80.0
AVP	A l'approbation du maître d'ouvrage	20.0
PRO	A la remise du dossier	80.0
PRO	A l'approbation du maître d'ouvrage	20.0
VISA	En fonction de l'avancement des visas et sur présentation d'un document récapitulant l'ensemble des études, notes de calculs, plans d'exécution, plans de synthèse etc., remis par les entreprises et visés par le maître d'œuvre. La proportion de chaque demande de paiement ne saurait être supérieure à la proportion de documents visés.	100.0
ACT	A la remise du DCE	50.0
ACT	A l'approbation du maître d'ouvrage	30.0
ACT	Après la mise au point des marchés de travaux	20.0
DET	Avant la remise du DGD	90.0
DET	Après la remise du DGD	10.0
OPC	Après notification à l'ensemble des entrepreneurs du calendrier détaillé d'exécution des travaux	20.0
OPC	Au prorata de l'avancement des travaux sous forme d'acomptes mensuels sur la production d'un état périodique comportant le compte rendu d'avancement des travaux et du calendrier détaillé d'exécution mis à jour	80.0

AOR	Avant la levée des réserves	65.0
AOR	Après la levée des réserves	15.0
AOR	A la remise du DOE	15.0
AOR	A la fin du délai de garantie de parfait achèvement	5.0

9.2 - Pourcentage de rémunération par élément

Les pourcentages de chaque mission seront précisés par chaque candidat en annexe de l'acte d'engagement.

9.3 - Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
- 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- 11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- 12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

Informations à utiliser pour la facturation électronique

- Identifiant de la structure publique (SIRET) : 13001779100034
- Code service : UBS
- Numéro d'engagement juridique : EJ

9.4 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

9.5 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement. Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-MOE.

9.6 - Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

10 - Engagement du maître d'œuvre

10.1 - Jusqu'à la passation des marchés de travaux

Enveloppe financière affectée aux travaux par le maître d'ouvrage :

Cette enveloppe financière comprend l'ensemble des travaux nécessaires à la réalisation du programme annexé.

Définition du coût prévisionnel des travaux établie par le maître d'œuvre et engagement :

L'engagement du maître d'œuvre intervient à l'issue de la mission AVP sur la base du coût prévisionnel des travaux.

Le calcul de ce coût prévisionnel est assorti d'un taux de tolérance de 5,00 %

Seuil de tolérance = coût prévisionnel des travaux x (1 + taux de tolérance)

Chaque fois qu'il constate que le projet qu'il a conçu ne permet pas de respecter ce seuil de tolérance et ceci avant même de connaître les résultats de la consultation lancée pour la passation des marchés de travaux, le maître d'œuvre doit reprendre gratuitement ses études si le maître d'ouvrage le lui demande.

Prise en compte des modifications intervenues :

Si après fixation du coût prévisionnel des travaux, le maître d'ouvrage décide de modifications de programme, conduisant à des modifications dans la consistance du projet, leur incidence financière sur le coût prévisionnel des travaux doit être chiffrée et un nouveau forfait de rémunération est alors fixé par avenant.

Coût de référence des travaux à l'issue de la consultation des entreprises :

Lorsque le maître d'ouvrage dispose des résultats de la consultation des entreprises, le maître d'œuvre établit le coût de référence des travaux selon la formule suivante :

Coût de référence des travaux = coût cumulé des marchés de travaux x coefficient de réajustement

Le coût cumulé des marchés de travaux correspond au montant global de l'offre ou des offres considérée(s) comme la (les) plus économiquement avantageuse(s) par le maître d'ouvrage.

Le coefficient de réajustement correspond au rapport entre l'index TP01 du mois m0 du marché de maîtrise d'œuvre, et l'index TP01 du mois m0 de l'offre ou des offres ci-dessus. Ce coefficient est arrondi au millième supérieur.

Conséquences du non-respect de l'engagement :

Si le coût de référence des travaux est supérieur au seuil de tolérance, le maître de l'ouvrage peut déclarer l'appel d'offres infructueux. Il peut également demander la reprise des études dans un délai de 10 jours. Le maître d'œuvre a l'obligation de les reprendre, conformément au programme initial et sans que cela n'ouvre droit à aucune rémunération complémentaire.

Sur la base de ces nouvelles études et après acceptation par le maître de l'ouvrage, le maître d'œuvre doit établir un nouveau dossier de consultation des entreprises dans un délai de 10 jours à compter de l'accusé de réception de cette acceptation afin de permettre au maître de l'ouvrage de lancer une nouvelle procédure.

10.2 - Durant l'exécution des marchés de travaux

Coût de réalisation des travaux :

Le coût de réalisation des travaux est le coût qui résulte des marchés de travaux sur lequel le maître d'œuvre assume sa mission, passés par le maître d'ouvrage pour la réalisation du projet. Il est égal à la somme des montants initiaux des marchés de travaux.

Le coût de réalisation est notifié par le maître de l'ouvrage au maître d'œuvre. Le maître d'œuvre s'engage à le respecter. Le coût de réalisation est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois m0 du ou des marchés de travaux.

Tolérance sur le coût de réalisation des travaux :

Le coût de réalisation des travaux est assorti d'un taux de tolérance de 5,00 %
Seuil de tolérance = coût de réalisation des travaux x (1 + taux de tolérance)

Comparaison entre réalité et tolérance :

Le coût constaté déterminé par le maître d'ouvrage après achèvement de l'ouvrage est le montant, en prix de base M0 travaux, des travaux réellement exécutés dans le cadre des marchés et avenants, intervenus pour la réalisation de l'ouvrage et hors révision ou actualisation de prix.

Le coût de référence est le coût constaté à l'exclusion des coûts supplémentaires non imputables à la maîtrise d'œuvre.

Conséquences du non-respect de l'engagement :

Si le coût de référence est supérieur au seuil de tolérance tel que défini ci-dessus, le maître d'œuvre supporte une pénalité définie comme suit :

Montant de la pénalité = (coût de référence - seuil de tolérance) x 20,00 %

Cependant, conformément aux articles L. 2432-1 et R. 2432-4 du Code de la commande publique, le montant de cette pénalité ne pourra excéder 15,00 % du montant de la rémunération des éléments de mission postérieurs à l'attribution des marchés de travaux.

Il est précisé que des retenues intermédiaires peuvent être appliquées à la diligence du maître de l'ouvrage par fractions réparties sur les décomptes correspondants aux éléments de mission précédemment cités.

11 - Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat).

En complément de l'article 3.1 du CCAG-MOE, les notifications par échanges dématérialisés ou sur supports électroniques sont réalisées dans les conditions suivantes :

- Si la décision ou l'information fait courir un délai en mois ou en jours :

Par dérogation à l'article 3.1 du CCAG, dans l'hypothèse où le titulaire n'a pas accusé réception de la décision ou de l'information le lendemain de l'envoi effectué par le MOA, la décision ou l'information est réputée être notifiée au titulaire le surlendemain du jour de l'envoi par le MOA au sens de l'article 3.2.1 du CCAG.

- Si la décision ou l'information fait courir un délai en heures :

Par dérogation à l'article 3.1 du CCAG, dans ce cas les délais commenceront à courir à partir de l'envoi effectué par le MOA.

- S'il est fait usage du profil acheteur/de la plateforme PLACE permettant l'envoi de courrier ou document par voie électronique avec avis de réception et horodatage des échanges :

Par dérogation à l'article 3.1 du CCAG, les délais commenceront à courir à partir de l'envoi effectué par le MOA.

11.1 - Présentation des livrables

Conformément à l'article 6.2 ci-avant et en complément des dispositions de l'article 18 du présent CCP, les livrables seront remis dans les délais et selon le nombre d'exemplaires suivants :

Code	Désignation du livrable	Délai	Nombre d'exemplaires
AVP	Avant-projet	30 jours	1
PRO	Etudes de projet	30 jours	1
DCE	Dossier de consultation des entreprises	20 jours	1
VISA	Conformité et visa d'exécution au projet	15 jours (+ 7 jours)	1
DOE	Dossier des ouvrages exécutés	60 jours	1

La décision par le maître d'ouvrage d'admettre, avec ou sans observations, d'ajourner, d'admettre avec réfaction ou de rejeter les documents d'études doit intervenir avant l'expiration des délais suivants :

Code	Désignation du livrable	Délai de réception
AVP	Avant-projet	15 jours
PRO	Etudes de projet	15 jours
DCE	Dossier de consultation des entreprises	15 jours
VISA	Conformité et visa d'exécution au projet	15 jours
DOE	Dossier des ouvrages exécutés	15 jours

Ces délais courent à compter de la date de réception par le maître d'ouvrage de la remise du livrable précédent par le maître d'œuvre.

Par dérogation à l'article 21 du CCAG-MOE, il n'y aura pas d'admission tacite des éléments de mission, des prestations, des livrables.

Par dérogation à l'article 21 du CCAG-MOE, la décision du maître d'ouvrage d'ordonner le démarrage d'un élément de mission de maîtrise d'œuvre ne vaut pas admission tacite de l'élément de mission précédent.

11.2 - Organisation des réunions de chantier

Le maître d'œuvre organise et dirige les réunions de chantier du commencement d'exécution des travaux jusqu'à leur réception.

Fréquence des réunions : HEBDOMADAIRE

Le maître d'œuvre rédige et diffuse le compte-rendu de la réunion de chantier dans les 3 jours ouvrés qui suivent la réunion.

11.3 - Émission des ordres de services

Émission des ordres de service par le maître d'œuvre :

Dans le cadre de l'élément de mission « Direction de l'exécution des travaux » (DET) le maître d'œuvre est chargé d'émettre tous les ordres de service à destination de l'entrepreneur, avec copie au maître d'ouvrage.

Les ordres de service doivent être écrits, signés, datés, numérotés et adressés à l'entrepreneur dans les conditions précisées à l'article 3.8 du CCAG-Travaux et dans un délai de 10 jours à compter de la décision du maître d'ouvrage.

La carence constatée du maître d'œuvre dans la notification des ordres de service l'expose à l'application d'une pénalité journalière de retard fixée à 1,00/3000 du montant du marché.

11.4 - Vérifications des projets de décompte des entrepreneurs

Vérification des projets de décomptes mensuels :

Le maître d'œuvre procède, au cours des travaux, à la vérification des projets de décomptes mensuels établis par l'entrepreneur et mis à sa disposition sur le portail public de facturation.

Après vérifications, le projet de décompte mensuel devient le décompte mensuel.

Le maître d'œuvre détermine, dans les conditions définies à l'article 12.2 du CCAG-Travaux, le montant de l'acompte mensuel à régler à l'entrepreneur. Il met à disposition du maître de l'ouvrage, sur le portail public de facturation, l'état d'acompte correspondant, qu'il notifie à l'entrepreneur.

Le délai imparti au maître d'œuvre pour procéder à la vérification du projet de décompte mensuel de l'entrepreneur est fixé à 1 mois à compter de sa mise à disposition sur le portail public de facturation par l'entrepreneur.

Vérification du projet de décompte final :

À l'issue des travaux, le maître d'œuvre vérifie le projet de décompte final du marché de travaux établi par l'entrepreneur conformément à l'article 12.3 du CCAG-Travaux et mis à sa disposition sur le portail public de facturation.

Après vérification, le projet de décompte final devient le décompte final. À partir de celui-ci, le maître d'œuvre établit, dans les conditions définies à l'article 12.4 du CCAG-Travaux, le projet de décompte général et le met à disposition du maître d'ouvrage sur le portail public de facturation.

Le délai imparti au maître d'œuvre pour procéder à la vérification du projet de décompte final puis à sa transmission au maître d'ouvrage via le portail public de facturation est fixé à 15 jours à compter de la date de réception du document (cf. article 6.2 ci-avant).

Conditions d'intervention du maître d'œuvre en cas de facturation électronique

Le maître d'œuvre est tenu de disposer d'un compte sur le portail public de facturation "Chorus Pro" et d'activer l'espace de travail "Factures de travaux".

Lorsque l'entrepreneur dépose un projet de décompte dans la solution Chorus Pro, il appartient au maître d'œuvre de récupérer le document, puis de le traiter et valider, avant de le réinjecter dans Chorus Pro.

Afin de l'aider dans cette démarche, la documentation relative au traitement des factures de travaux est à la disposition du maître d'œuvre sur le site de la « Communauté Chorus Pro » (<https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/documentation/traitement-des-factures-de-travaux-par-une-moe/>).

11.5 - Instruction des mémoires en réclamation

Le délai d'instruction des mémoires en réclamation est de 25 jours à compter de leur date de réception par le maître d'œuvre.

11.6 - Arrêt de l'exécution des prestations

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des prestations qui font l'objet du contrat, à l'issue de chaque mission du prestataire définie au CCP.

La décision d'arrêter l'exécution des prestations ne donne lieu à aucune indemnité. L'arrêt de l'exécution des prestations entraîne la résiliation du contrat.

11.7 - Achèvement de la mission

Le maître d'ouvrage prononce la réception, à l'achèvement de la mission, sur demande du maître d'œuvre, dans les conditions de l'article 21 du CCAG-MOE. Cette décision constate que le titulaire a rempli toutes ses obligations.

Par dérogation à l'article 21 du CCAG-MOE, il n'y aura pas d'admission tacite des éléments de mission, des prestations, des livrables.

Le maître d'ouvrage prononce la réception de la mission de maîtrise d'œuvre, à la fin du délai de garantie de parfait achèvement ou après prolongation de ce délai si les réserves signalées lors de la réception des travaux ne sont pas levées à la fin de cette période. Dans cette hypothèse, la réception de la mission de maîtrise d'œuvre intervient lors de la levée de la dernière réserve.

12 - Développement durable

12.1 – Clause d'insertion sociale

Les conditions d'exécution des prestations comportent des éléments à caractère social qui prennent en compte les objectifs de développement durable comme suit :

Le pouvoir adjudicateur, dans un souci de promotion de l'emploi et de lutte contre l'exclusion, a décidé de faire application des dispositions de l'article L2112-2 du CCP en incluant dans le cahier des charges de ce marché public une clause obligatoire d'insertion par l'activité économique.

Cette clause est applicable au présent marché.

L'entreprise qui se verra attribuer le contrat, devra réaliser une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

L'organisme / Le facilitateur pouvant être contacté est le suivant :

PLIE de l'Agglomération Seine et Eure
1, Place Ernest Thorel
CS 10514
27405 LOUVIERS
Tél: 02 32 50 89 41
Facilitateur: Kamel DJEMA
Mail: kamel.djema@seine-eure.com

Engagement du titulaire

Pour l'exécution des prestations, le titulaire devra réaliser une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

1. Publics visés

- Demandeurs d'emploi de longue durée (plus de 12 mois d'inscription au chômage).
- Bénéficiaires du RSA (en recherche d'emploi).
- Publics reconnus travailleurs handicapés au sens de l'article L.512-13 du Code du travail fixant la liste des bénéficiaires de l'obligation d'emploi.
- Bénéficiaires de l'allocation spécifique de solidarité (ASS), de l'allocation temporaire d'attente (ATA), du RSA, l'allocation adulte handicapé (AAH) ou de l'allocation d'invalidité.
- Les jeunes de moins de 26 ans en recherche d'emploi :
 - Sans qualification (de niveau infra V, soit d'un niveau inférieur au CAP/BEP).
 - Diplômés, justifiant d'une période d'inactivité de 6 mois depuis leur sortie du système scolaire ou de l'enseignement supérieur.
- Demandeurs d'emploi sénior (plus de 50 ans).
- Les personnes prises en charge dans le dispositif d'IAE (insertion par l'activité économique) c'est-à-dire :
 - Mises à disposition par une association intermédiaire (AI) ou par une entreprise de travail temporaire d'insertion (ETTI).
 - Salariées d'une entreprise d'insertion (EI), d'un atelier et chantier d'insertion (ACI) et des régies de quartier agréées.
 - Prises en charge dans un dispositif particulier (ex : Ecoles de la deuxième Chance (E2C) ou Établissements Publics d'Insertion de la Défense (EPIDE)).
 - Personnes employées par une régie de quartier ou de territoire agréée.
 - Personnes employées dans les groupements d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ) ou organismes ayant le même objet.
- Personnes sous-main de justice employées en régie, dans le cadre du service de l'emploi pénitentiaire/régie des établissements pénitentiaires (SEP/RIEP).
- Les personnes rencontrant des difficultés particulières, sur avis motivé de Pôle Emploi, des maisons de l'emploi, des plans locaux pour l'insertion et l'emploi (PLIE), des missions locales ou des maisons départementales des personnes handicapées (MDPH).

2. Le nombre d'heures d'insertion à réaliser

- Le volume horaire de travail précisé ci-dessous est obligatoirement réservé aux publics visés à l'article ci-dessus.
- Le nombre minimum d'heures d'insertion à réaliser par tranche de 10 000 euros hors taxes est de 5 heures. La clause d'insertion ne sera mobilisée que lorsque le montant cumulé du marché atteindra un montant de 90 000 euros hors taxes, équivalent à 45 heures d'insertion.

3. Les modalités de mise en œuvre des actions d'insertion

Le titulaire s'engage à réaliser une action d'insertion, au minimum à hauteur des objectifs horaires d'insertion fixés ci-dessus, en utilisant une ou plusieurs des modalités définies ci-après :

- 1ère modalité : le recours à la sous-traitance ou à la cotraitance avec une Entreprise d'Insertion (EI)
- 2ème modalité : la mise à disposition de salariés. L'entreprise est en relation avec un organisme extérieur qui met à sa disposition des salariés en insertion durant la durée du marché. Il peut s'agir d'une Entreprise de Travail Temporaire d'Insertion (ETTI), d'un Groupement d'Employeurs pour l'Insertion et la Qualification (GEIQ) ou d'une Association Intermédiaire (AI).
- 3ème modalité : l'embauche directe par l'entreprise.

Dans le cas où le titulaire procède à une embauche directe d'une personne visée par l'action d'insertion (CDI ou CDD par exemple), y compris après avoir eu recours pour cette personne à la première ou à la deuxième modalité citées ci-dessus, les heures travaillées au titre de la clause sociale d'insertion pourront être comptabilisées pour toute la durée restante du marché (période entre la date d'embauche et la fin du marché).

Le titulaire désignera un responsable des ressources humaines qui sera l'interlocuteur privilégié du facilitateur de la clause sociale pour mettre en œuvre les actions d'insertion.

4. Les modalités de contrôle de l'action d'insertion

Un contrôle de l'exécution des actions d'insertion est effectué par le facilitateur de la clause sociale.

Le titulaire fournit mensuellement tous renseignements utiles (justificatif de l'éligibilité des personnes recrutées, date d'embauche, type de contrat, poste occupé, attestation mensuelle d'heures d'insertion, etc.) propres à permettre le contrôle de l'exécution et l'évaluation de l'action. L'absence de transmission de ces renseignements entraîne l'application de pénalités prévues au présent CCP.

En tout état de cause, le titulaire doit informer le pouvoir adjudicateur, par courrier recommandé avec AR, s'il rencontre des difficultés pour faire face à son engagement. Dans ce cas, le facilitateur étudiera avec le titulaire les moyens à mettre en œuvre pour parvenir aux objectifs d'insertion auxquels il s'est engagé. L'exécution de la clause pourra faire l'objet d'un suivi en réunion de chantier.

À l'issue du marché, le titulaire s'engage à étudier toutes les possibilités d'embauches ultérieures des personnes en insertion formées sur le chantier.

À l'achèvement du marché, le titulaire présente, avec son projet de décompte final, l'attestation du facilitateur de la clause sociale, faisant état du bilan d'insertion mis en œuvre par le titulaire.

5. Maintien du dispositif d'insertion

Si pour diverses raisons (techniques ou budgétaires) indépendantes de la maîtrise d'ouvrage, les travaux venaient à être retardés ou lors de la suspension de l'exécution des prestations, l'entreprise titulaire s'engage à ne pas rompre, dans la mesure du possible, la démarche d'insertion en affectant les personnes concernées sur d'autres chantiers de son choix, propres au titulaire. Ce dernier devrait en informer le facilitateur.

6. Sortie du dispositif d'insertion

En cas de départ volontaire, ou de licenciement, avant la fin du contrat de la personne recrutée au titre de l'insertion, le titulaire doit informer le facilitateur des raisons ayant entraîné la rupture de ce contrat, et ce dans un délai de huit jours. L'embauche d'une nouvelle personne doit intervenir dans les meilleurs délais.

À l'issue de la période d'accueil des salariés en insertion dans le cadre de l'accord-cadre, le titulaire s'engage à établir un bilan qualitatif et quantitatif de l'opération. Il apportera son avis sur les possibilités d'évolution professionnelle des personnes concernées.

En fonction de ses possibilités, le titulaire peut envisager de recruter une ou plusieurs de ces personnes, ou les orienter vers un employeur potentiel.

7. Pénalités et non-respect des obligations d'insertion :

En cas de non-respect des obligations relatives au nombre d'heures d'insertion à réaliser, imputable à l'entreprise attributaire, il sera appliqué une pénalité de 100 euros par heure d'insertion non réalisée.

En cas de non-transmission des attestations et des justificatifs propres à permettre le contrôle de l'exécution des actions d'insertion, le titulaire subira une pénalité égale à 75 euros par jour de retard à compter de la mise en demeure par le pouvoir adjudicateur.

12.2 – Clause environnementale

Les conditions d'exécution des prestations comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable comme suit :

Le titulaire est soumis aux obligations de la réglementation, des lois et règlements relatifs à la protection de l'environnement ainsi que de toutes recommandations découlant de la politique environnementale de Voies Navigables de France et des dispositions du présent marché.

Le titulaire s'assure aussi du respect par ses cotraitants et sous-traitants de ces obligations environnementales. Il est également responsable de la valorisation ou de l'élimination des déchets qui seront créés lors de l'exécution des travaux et ce, pendant toute leur durée.

13 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle

Par dérogation à l'article 24 du CCAG-MOE, les résultats réalisés dans le cadre du marché font l'objet d'une cession à titre exclusif au profit du pouvoir adjudicateur.

14 - Pénalités

L'ensemble des pénalités (de retard et autres) sont appliquées sans mise en demeure préalable, sans invitation préalable faite au titulaire à présenter ses observations (par dérogation à l'article 16.2.4 du CCAG-MOE), et sont cumulables dans leur montant, sans seuil d'exonération (par dérogation à l'article 16.2.1 du CCAG-MOE).

Par dérogation à l'article 16.2.2 du CCAG-MOE, le montant total des pénalités de retard est plafonné à 30 % du montant total hors taxes du marché.

Les autres pénalités ne sont pas plafonnées.

L'ensemble des pénalités (de retard et autres) s'entendent par jour calendaire (sauf mention autre) et ne sont pas soumises à la TVA.

14.1 - Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 16.2.3 du CCAG-MOE, en cas de retard dans l'exécution des prestations du marché, le titulaire subit les pénalités suivantes :

En complément des pénalités fixées à l'article 6.2 du présent CCP, lorsque des délais contractuels d'exécution ou de livraison sont dépassés, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard, une pénalité fixée à 200,00 € (à défaut d'un autre montant de pénalité spécifique déjà prévu dans le présent document).

En cas de non-respect du délai de vérification des projets de décomptes mensuels, le maître d'œuvre encourt une pénalité dont le montant par jour de retard, est fixé à 100,00 €.

Si du fait du retard imputable au maître d'œuvre, le maître d'ouvrage était contraint de verser des intérêts moratoires et une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement aux entrepreneurs concernés, une pénalité égale au montant des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire qui lui sont imputables est également appliquée.

En cas de non-respect du délai de vérification du projet de décompte final, le maître d'œuvre encourt une pénalité dont le montant par jour de retard, est fixé à 150,00 €.

Si du fait du retard imputable au maître d'œuvre, le maître d'ouvrage était contraint de verser des intérêts moratoires et une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement aux entrepreneurs concernés, une pénalité égale au montant des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire qui lui sont imputables est également appliquée.

En cas de retard dans l'instruction du mémoire en réclamation, le maître d'œuvre encourt sur ses créances des pénalités dont le montant par jour de retard est fixé à 100,00 €.

14.2 - Autres pénalités spécifiques

Pénalités	Occurrence	Valeurs	Précisions
Non-déclaration d'un sous-traitant dans les délais prescrits	Forfaitaire	300,00 €	Par constat
Non-respect de l'obligation de confidentialité	Forfaitaire	500,00 €	En cas de constatation du non-respect de l'obligation de confidentialité, le titulaire se verra appliquer une pénalité forfaitaire de 500 euros/manquement relevé
Non remise de l'attestation sur l'honneur indiquant l'absence de conflit d'intérêts suite à une demande du maître d'ouvrage	Forfaitaire	500,00 €	Par constat
Indisponibilité ou absence à une réunion ou à un rendez-vous	Forfaitaire	250,00 €	En cas d'indisponibilité sans justification du représentant du titulaire pour une réunion ou rendez-vous programmé au moins 5 jours ouvrés à l'avance, le titulaire subit une pénalité forfaitaire de 250 € par absence
Pénalité pour travail dissimulé	Forfaitaire	1 000,00€	Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10,00 % du montant TTC du marché. Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.
Pénalité pour carence dans l'obligation d'affichage des informations concernant les travailleurs détachés	Forfaitaire	200,00 €	Par constatation et pour chaque travailleur détaché
7. Pénalités pour non-respect des obligations d'insertion sociale	Forfaitaire	100 € et 75 €	En cas de non-respect des obligations relatives au nombre d'heures d'insertion à réaliser, imputable à l'entreprise attributaire, il sera appliqué une pénalité de 100 euros par heure d'insertion non réalisée. En cas de non-transmission des attestations et des justificatifs propres à permettre le contrôle de l'exécution des actions d'insertion, le titulaire subira une pénalité égale à 75 euros par jour de retard à compter de la mise en demeure par le pouvoir adjudicateur.

15 - Assurances

Tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier qu'il est titulaire des contrats d'assurances dans les conditions suivantes :

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-MOE, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement

d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Il doit donc contracter :

- une assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux.
- une assurance au titre de la garantie décennale couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-1, 1792-2, 1792-4 et 1792-4-1 du Code civil ;
- une assurance au titre de la garantie biennale de bon fonctionnement couvrant les responsabilités résultant des principes de l'article 1792-3 du Code civil.

16 - Résiliation du contrat

16.1 - Conditions de résiliation

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 27 à 34 du CCAG-MOE.

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

16.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

17 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Rouen est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

Les stipulations de l'article 35 du CCAG MOE sont applicables. Toutefois, par dérogation à l'article 35.3 du CCAG MOE, le représentant du pouvoir adjudicateur notifiera au titulaire sa décision motivée dans un délai de 90 jours, à compter de la date de réception du mémoire en réclamation.

18 - Clauses techniques particulières

18.1 Contenu des missions :

Toutes les dispositions décrites ci-dessous sont considérées connues et incluses dans le forfait de rémunération proposé par le futur titulaire du présent marché. Notamment, les visites sur site et les échanges sur site avec les personnels de maintenance et d'exploitation de VNF, à chaque à tout stade d'étude, sont incluses dans cette rémunération.

De plus, le maître d'œuvre mettra en place, dès le début de sa mission, des outils de planification et d'ordonnancement de l'opération. Il s'agit en particulier de s'assurer du bon déroulement des études, des autorisations administratives requises, des travaux. Le maître d'œuvre devra notamment tenir un calendrier détaillé à jour jusqu'à la fin de son contrat il assurera également un suivi financier en coût complet sur toute la durée de sa mission.

Le titulaire du présent marché devra organiser les réunions autant que nécessaire afin de permettre la bonne exécution du marché. Cela indique également qu'il aura à sa charge l'établissement de tous les comptes rendus de réunions sur la durée globale du marché.

❖ Etudes de diagnostic (DIA) Hors marché.

La phase DIA a principalement pour objet de préciser la composition générale, les orientations techniques des missions à réaliser. Cette étude doit permettre au MOE de challenger le programme, de le préciser et éventuellement d'en proposer des modifications. Cette mission déjà réalisée est annexée au présent CCP.

❖ Mission Etudes d'avant-projet (AVP)

Objectifs et prestations attendus

L'AVP a principalement pour objet de confirmer la faisabilité de la solution retenue au stade DIA, de la préciser et de déterminer ses principales caractéristiques. Le MOE devra s'assurer des points suivants :

- De la compatibilité de la solution retenue avec les contraintes du programme et du site ainsi qu'avec les différentes réglementations ;
- De la faisabilité de la solution retenue d'un point de vue calendrier, selon les exigences et les contraintes du MOA.
- De l'intégration des aléas de réalisation normalement prévisibles à la solution et au calendrier (y compris tension sur l'approvisionnement des matières premières ou autres éléments du contexte géopolitique international).
- La rédaction des cahiers des charges et le suivi de toutes les investigations complémentaires (géotechnique, prélèvement béton, topographie, analyse eau, bathymétrie, présence plomb ou amiante, etc... si celle-ci est jugée nécessaire à l'établissement de la mission PRO et inexistante dans l'élément DIA annexé.

Les études d'avant-projet comprennent également l'établissement des dossiers à déposer (toutes autorisations administratives nécessaires : DP, études d'incidence loi sur l'eau...) et qui relèvent de la compétence de la maîtrise d'œuvre au cours de leur instruction. Ces éléments devront être intégrés au calendrier évoqué ci-dessus.

En conclusion de l'AVP, le MOE doit avoir la capacité d'établir l'estimation du coût prévisionnel des travaux et de permettre au MOA de prendre ou de confirmer la décision de réaliser le projet, d'en arrêter définitivement le programme ainsi que certains choix d'équipements.

Les résultats de ces études seront soumis à l'approbation du maître d'ouvrage avant l'élaboration du des missions qui suivent. Les reprises du rapport par suite des commentaires du MOA sont de plein droit à prendre en compte par la MOE et ce, sans rémunération complémentaire.

Livrables attendus :

Un rapport explicatif contenant à minima les éléments suivants :

Tout éléments que le MOE jugera pertinent de faire paraître dans ce rapport en vue du bon déroulement de la suite de l'opération, phase études et travaux confondues.

❖ Mission Etudes de projet (PRO)

Objectifs et prestations attendus :

Les études de projet, fondées sur le programme arrêté et les études d'avant-projet approuvées par le maître d'ouvrage, définissent la conception générale de l'ouvrage. L'étude PRO a pour objectif de cadrer les besoins qui seront exprimés par VNF au titulaire et de préciser l'avant-projet.

L'étude PRO consiste à :

- Compiler les données d'entrée fournies par VNF et obtenues par suite de repérage sur le terrain ;
- Confirmer les choix techniques et de préciser la nature, la qualité des matériaux et les conditions de leurs mises en œuvre ;
- Fixer avec toute la précision nécessaire, les caractéristiques et dimensions des aménagements ainsi que leurs implantations topographiques, en vue de leur exécution ;
- Réaliser le dossier de phasage des travaux et prévoir les modalités d'exploitation sous chantier (dossier d'exploitation sous chantier) ;
- Préciser les dispositions générales et les spécifications techniques des équipements répondant aux besoins de l'exploitation et de la maintenance ;
- Évaluer les modalités d'exploitation et de maintenance ultérieures ;
- Consolider les estimations financières réalisées et de décomposer les travaux en éléments techniques homogènes, pour permettre au maître d'ouvrage de fixer définitivement le coût prévisionnel du déploiement ;
- Réaliser l'ensemble des dossiers réglementaires (urbanisme, environnement, etc.) à réaliser dans le cadre de l'opération.

Les résultats de ces études seront soumis à l'approbation du maître d'ouvrage avant l'élaboration du des missions qui suivent. Les reprises du rapport suite aux commentaires du MOA sont de plein droit à prendre en compte par la MOE et ce, sans rémunération complémentaire.

Livrables attendus :

Le rapport PRO contiendra à minima les éléments suivants :

- Une description des différents tracés présentant les modalités de franchissement des points durs et de desserte des ouvrages ;
- Une synthèse comportant les justifications de la solution retenue (rappel des études et décisions antérieures, description complète de la solution retenue, bilan de la concertation,) ;
- Les caractéristiques principales de la solution proposée et de son phasage éventuel (application des normes techniques, statut juridique des ouvrages, problèmes particuliers d'entretien ou d'exploitation pendant ou après les travaux, incidences financières sur les coûts d'exploitation et de maintenance) ;
- Une notice explicative des choix techniques au regard des besoins, contraintes et exigences précisées au programme ;
- Chaque fois que nécessaire les notes de calcul de dimensionnement des ouvrages ;
- Les caractéristiques géométriques de l'aménagement ;
- Les travaux préparatoires nécessaires à la bonne exécution des travaux prévus ;
- Les modalités d'exploitation et d'entretien en phase de chantier et après mise en service ;

- L'estimation d'avant-projet
- Projet : métrés, détail estimatif des travaux, comparaison avec le coût d'objectif du projet, avec explication le cas échéant des écarts financiers ;
- Le planning prévisionnel détaillé de réalisation comprenant, le cas échéant, une proposition de phasage ;

Tout éléments que le MOE jugera pertinent de faire paraître dans ce rapport en vue du bon déroulement de la suite de l'opération, phase études et travaux confondues.

❖ **Mission Assistance apportée au maître d'ouvrage pour la passation des marchés de travaux (ACT)**

L'assistance apportée au maître d'ouvrage pour la passation du ou des marchés de travaux, sur la base des études qu'il a approuvées, a pour objet de :

- Préparer la consultation des entreprises de manière telle que celles-ci puissent présenter leurs offres en toute connaissance de cause (rédaction du Dossier de Consultation des Entreprises – DCE) ;
- Suivre la phase de consultation (réponses aux questions posées par les candidats potentiels)
- Rédaction du rapport d'analyse des candidatures, offres et choix de l'entreprise selon le modèle transmis par VNF :
- Analyser les offres des entreprises et, s'il y a lieu, les variantes à ces offres, procéder à la vérification de la conformité des réponses aux documents de la consultation,
- Analyser les méthodes ou solutions techniques en s'assurant qu'elles sont assorties de toutes les justifications et avis techniques,
- Préparer, s'il y a lieu, la sélection des candidats et analyser les candidatures obtenues.
- Préparer les mises au point nécessaires pour permettre la passation du ou des contrats de travaux par le maître d'ouvrage.

Livrables attendus :

- Un DCE contenant les pièces administratives (AE, RC, CCAP...), techniques (CCTP, annexes...) et financières (DPGF, BPUF, DE...) pertinentes. Le MOA en assure la cohérence et la compatibilité entre ces pièces et les documents fournis par les autres intervenants (coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé, etc.). Le titulaire s'assure de l'absence de contradiction entre les différentes pièces et de la cohérence entre les documents écrits et documents graphiques. Le cas échéant, il contrôle les interfaces entre les lots éventuels.
- Une compilation des questions posées par les potentiels candidats sur PLACE et des questions apportées par le MOA.
- Un rapport d'analyse des offres contenant une analyse financière et une analyse technique des offres dont :
 - Une vérification technique des offres des entreprises suivant les critères définis dans le règlement de consultation.
 - Une vérification de l'ensemble des calculs et reports à l'intérieur des pièces financières et de l'acte d'engagement fournis par les candidats ainsi que la cohérence entre ces pièces ;

Le titulaire devra intégrer dans ses prestations l'allotissement des travaux à hauteur de 5 lots maximum qui pourront faire l'objet de publicités non-simultanées.

Les livrables seront soumis à l'approbation du maître d'ouvrage avant l'élaboration du des missions qui suivent. Les reprises du rapport par suite des commentaires du MOA sont de plein droit à prendre en compte par la MOE et ce, sans rémunération complémentaire.

❖ **Mission VISA des études d'exécution**

L'examen de la conformité au projet des études d'exécution faites par l'opérateur économique, ainsi que leur visa par le titulaire, ont pour objet d'assurer au maître d'ouvrage que l'ensemble des matériels installés et les documents établis par l'opérateur économique respectent les dispositions du projet établi par le titulaire.

Dans ce cadre, le titulaire doit procéder à l'examen de la conformité au projet des études d'exécution établies par l'opérateur économique et délivrer son visa

Ce visa est préalable à tout commencement d'exécution.

Cette mission consiste à minima à :

- Animer et programmer des réunions entre toutes les parties prenantes du projet pour mener à bien les études d'exécution. Ces réunions sont considérées comme incluses dans le forfait de rémunération proposé par le futur titulaire du présent marché.
- Évaluer la conformité des principes de conception aux règles de l'art.
- Vérifier la validité des hypothèses de calcul, les charges considérées et leurs combinaisons.
- Vérifier les principaux dimensionnements.
- Commenter les choix des matériaux et du matériel.
- Examiner le PAQ de l'opérateur économique.
- Examiner les fiches de contrôles et les points de contrôles associés.
- Examiner les procédures d'exécution

Pendant la période de préparation de chantier, le titulaire élabore le calendrier d'établissement des documents d'exécution en concertation avec l'opérateur économique. Il est signé par l'opérateur économique puis notifié par ordre de service.

Livrables attendus :

- Fiches visa individuelles pour l'ensemble des éléments stipulés dans des marchés de travaux
- Tableau de synthèses des visas effectués par le MOE sur demande du MOA.

Sous aucun prétexte une remarque du MOA ne pourrait se substituer au VISA du MOE et donner lieu à une prestation du titulaire du ou des marchés travaux.

❖ **Mission Direction de l'exécution des Marchés de travaux (DET)**

Objectifs et prestations attendus :

Le titulaire est l'unique responsable du contrôle de l'exécution des ouvrages et à ce titre l'interlocuteur privilégié des entreprises. Il est tenu de faire respecter par celles-ci l'ensemble des stipulations des marchés de travaux et ne peut y apporter de modification sans l'accord préalable du maître de l'ouvrage.

La direction de l'exécution du ou des contrats de travaux a pour objet de :

- S'assurer que les documents d'exécution ainsi que les ouvrages en cours de réalisation respectent les études effectuées ;
- S'assurer que les documents à produire par le ou les entrepreneurs, en application du ou des contrats de travaux, sont conformes aux dits contrats et ne comportent ni erreur, ni omission, ni contradiction décelable par un homme de l'art ;
- S'assurer que l'exécution des travaux est conforme aux prescriptions du ou des contrats de travaux, y compris, le cas échéant, en ce qui concerne l'application effective d'un schéma directeur de la qualité, s'il en a été établi un ;
- Établir tous procès-verbaux nécessaires à l'exécution du ou des contrats de travaux ainsi que procéder aux constats contradictoires, organiser et diriger les réunions de chantier ;
- Informer le maître d'ouvrage sur la délivrance des ordres de service ;
- Informer systématiquement le maître de l'ouvrage sur l'état d'avancement et de prévision des travaux et dépenses, avec indication des évolutions notables ;
- Vérifier les projets de décomptes mensuels ou les demandes d'avances présentés par le ou les entrepreneurs, établir les états d'acomptes, vérifier le projet de décompte final établi par l'entrepreneur, établir le décompte général ;
- Donner un avis au maître de l'ouvrage sur les réserves éventuellement formulées par l'entrepreneur en cours d'exécution des travaux et sur le décompte général, assister le maître de l'ouvrage en cas de litige sur l'exécution ou le règlement des travaux, ainsi qu'instruire les mémoires de réclamation de ou des entreprises ;
- Donner un avis sur les sous-traitants proposés par les entreprises et vérifier leur dossier de demande d'agrément.

Le maître d'œuvre donne à l'entrepreneur des directives propres à assurer le respect des dispositions prévues au marché et doit s'assurer de la bonne organisation du chantier, de sa bonne tenue ainsi que du respect des délais d'exécution.

a) Organisation - Présence du maître d'œuvre sur le chantier – Réunions de chantier

Pour exercer le contrôle général des travaux, des visites de chantier auront lieu au moins toutes les semaines, à la diligence du maître d'œuvre et en accord avec le maître d'ouvrage et aussi inopinément en tant que besoin pour vérifier la bonne exécution des travaux. Le maître d'œuvre sera personnellement présent chaque fois que les décisions à prendre le nécessiteront, et en tous cas, pour toutes les visites de contrôle, les réglages, les essais, les visites préalables aux opérations de réception et de suivi de levées de réserves.

Le maître d'œuvre assurera une présence sur chantier tout au long de la période des travaux pour garantir une bonne exécution.

La rémunération du titulaire devra comprendre 25 visites sur site pour couvrir le période des travaux.

Pour attester de ses visites, le titulaire devra systématiquement transmettre au MOA un compte-rendu comprenant la date de la visite, ses remarques, ses observations ainsi qu'un reportage photographique.

Aussi, le maître d'œuvre est tenu notamment de :

- S'assurer de la parfaite implantation des ouvrages avec les plans approuvés, tant en plan qu'en altimétrie, et ce tout au long des travaux ;
- Vérifier que toutes les démarches rendues contractuelles aux entreprises titulaires ont bien été effectuées ;
- S'assurer que l'ensemble des entreprises intervenantes sur le chantier bénéficient d'une police d'assurance en cours de validité et conforme aux exigences contractuelles ;
- Participer, s'il y a lieu, au collège interentreprises d'hygiène et de sécurité constitué en application du Code du Travail et à l'établissement du règlement intérieur ;
- S'assurer de l'application du schéma directeur de la qualité, le cas échéant ;
- Faire procéder à la mise en place du panneau de chantier, établi conformément à la réglementation en vigueur ;
- Préparer le dossier des ouvrages exécutés au fur et à mesure de l'exécution des travaux ;
- S'assurer que les contacts nécessaires avec les avoisinants et acteurs locaux sont réalisés et sont en phase avec l'organisation du chantier ;
- S'assurer du respect du calendrier, tant dans l'avancement des travaux que dans les dates d'interventions des différentes entreprises, prescrire, s'il y a lieu, les pénalités provisoires pour retard ;
- Organiser et diriger les réunions hebdomadaires de chantier ;
- Rédiger un compte-rendu écrit et précis de chacune de ces réunions et diffusion de celui-ci à chaque intéressé et au Maître d'Ouvrage, au plus tard 3 jours après la réunion ;
- S'assurer, en cours d'exécution, par toutes inspections périodiques et inopinées nécessaires, de la conformité des travaux et fabrications* aux prescriptions contractuelles, tout particulièrement en matière de qualité, quantité, stockage des matériaux, délais et coût, ainsi que de la conformité de la réalisation des ouvrages avec la réglementation applicable aux travaux objets du marché, à leur date d'exécution et de consigner, le cas échéant, ses remarques et observations dans le cahier de chantier lors de chaque visite inopinée ;
- S'assurer en particulier, dans le cadre de l'alinéa ci-dessus, de la bonne exécution des assemblages soudés, de la protection anti-corrosion, des assemblages mécaniques et des fournitures et prestations du génie civil ; veiller à ce qu'y soient respectées les prescriptions administratives ;
- S'assurer du bon déroulement du contrôle interne prévu au marché et proposer si nécessaire au maître d'ouvrage des contrôles externes permettant de s'assurer de la qualité ou conformité de l'ouvrage ;
- Signaler au Maître d'Ouvrage toutes évolutions anormales sur l'état d'avancement et de prévision des travaux et des dépenses ;
- Prendre les initiatives nécessaires dans le cas où l'exécution n'est pas conforme au projet et en rendre compte aussitôt au Maître d'Ouvrage.

* En ce sens, les inspections périodiques et inopinées devront intégrer celles nécessaires au sein des ateliers de fabrications de l'entreprise et de ses sous-traitants.

b) Règlement des comptes

Le maître d'œuvre doit :

- Procéder à la vérification des projets de décomptes mensuels établis par l'entrepreneur ;
- Tenir à jour l'état des dépenses, des prévisions de dépenses et des garanties exigées ;
- Vérifier l'avancement des situations des travaux et éventuellement des demandes d'acomptes sur approvisionnement et d'avances ;
- Proposer, le cas échéant, les provisions sur pénalités provisoires de retard à appliquer aux entreprises en cours de chantier, conformément aux dispositions contractuelles
- Vérifier les décomptes et mémoires de fin de travaux présentés par les entreprises, établir et proposer au Maître d'Ouvrage le décompte définitif des pénalités de retard à appliquer éventuellement aux entreprises, avec production d'un rapport justificatif, établir le projet de décompte final, l'état du solde correspondant, ainsi que la récapitulation des acomptes déjà réglés ;
- Donner son avis, le cas échéant, sur les mémoires de réclamation des entrepreneurs et assister le Maître d'Ouvrage pour le règlement des litiges correspondants.

❖ Assistance apportée au maître d'ouvrage lors des opérations de réception et pendant la période de parfait achèvement (AOR)

L'assistance apportée au maître de l'ouvrage lors des opérations de réception ainsi que pendant la période de garantie de parfait achèvement a pour objet :

- D'organiser les opérations préalables à la réception des travaux ;
- D'assurer le suivi des réserves formulées lors de la réception des travaux jusqu'à leur levée ;
- De procéder à l'examen des désordres signalés par le maître de l'ouvrage ;
- De constituer le dossier des ouvrages exécutés nécessaires à l'exploitation de l'ouvrage, à partir des plans conformes à l'exécution remis par l'entrepreneur, des plans de récolement ainsi que des notices de fonctionnement et des prescriptions de maintenance des fournisseurs d'éléments d'équipements mis en œuvre.
- La réception des ouvrages concerne chacune des entreprises titulaires du marché, la mission de maîtrise d'œuvre consiste à :
- Procéder aux opérations préalables à la réception, c'est-à-dire : -convoquer les entreprises aux opérations préalables à la réception des travaux ;
- Reconnaître la conformité des ouvrages exécutés avec les documents contractuels, par une visite systématique et détaillée et établir la liste des réserves éventuelles ;
- Vérifier que les épreuves, analyses et essais, imposés par le marché ont été exécutés par l'entreprise, recueillir les procès-verbaux correspondants ;
- Dresser le procès-verbal correspondant revêtu de sa signature et de celle de l'entrepreneur et l'adresser au Maître d'Ouvrage avec ses propositions concernant la réception ;
- Faire connaître à l'entrepreneur, dans un délai de cinq jours suivant la date du procès-verbal, s'il a ou non proposé au Maître d'Ouvrage la réception des ouvrages avec mention des réserves éventuelles ;
- Rédiger un compte-rendu des décisions prises par le Maître d'Ouvrage ;
- Faire reprendre toutes les parties d'ouvrages n'ayant pas la qualité de finition requise et contrôler leur bonne exécution ;
- Proposer au Maître d'Ouvrage, en cas de carence des entreprises, les mises en demeure et actions prévues au CCP.

❖ **Mission d'organisation et de pilotage de chantier (OPC)**

La maîtrise d'œuvre remplira les missions d'ordonnancement, de pilotage et de coordination de l'ensemble des intervenants sur le chantier ainsi que les fonctions suivantes :

- Établissement du planning d'intervention des entreprises et des plannings détaillés,
- En lien avec le SPS, mise au point de l'organisation générale du chantier : recensement des besoins, organisation des accès et des circulations,
- Vérification et mise au point éventuelle des relations entre les entreprises pour la gestion courante du chantier (nettoyage évacuation des déchets, ...),
- Suivi de l'organisation du chantier et coordination des relations entre les entreprises,
- Contrôle des plans d'installation de chantier,
- Contrôle périodique du respect des délais et propositions de mesures correctives pour
- Rattrapage des retards,
- Mise à jour des plannings en fonction des écarts constatés,
- Anticipation et établissement du planning des opérations préalables à la réception,
- Suivre les des levées de réserve et calendrier.

❖ **Mission complémentaire : MC1 - Élaboration d'un document d'incidences (au titre de la Loi sur l'eau et de la protection du patrimoine biologique)**

Objectifs de la mission :

Dans le cadre de projets d'aménagement ou de construction les dossiers « Loi sur l'eau » ont pour objet de prévoir les mesures afin que ces aménagements n'affectent pas de façon significative les ressources en eau ou les milieux aquatiques d'un site.

Conformément à l'article L 214-1 et suivants du code de l'environnement, s'ajoutent aux missions de base du titulaire l'élaboration d'un dossier loi sur l'eau/ protection du patrimoine biologique. Il s'occupe de son dépôt et du suivi de l'instruction, jusqu'à sa validation.

Ces éléments de mission se porte sur :

- L'analyse des contraintes liées au site (données programme, CU, PLU, nature du sol, ...).
- L'identification des contraintes induites sur le projet (débit de fuite autorisée).
- L'état initial du site.
- Les bilans des surfaces du projet avec degré de perméabilité (état initial / état projeté)
- Le calcul du débit complémentaire de rejet.
- L'identification des éventuelles reconnaissances complémentaires à entreprendre (perméabilité du sol, etc...).
- La définition des mesures compensatoires : principes retenus pour respecter les contraintes de rejet (débit et nature) ;
- La conception des réseaux hydrauliques induits, traitements spécifiques ;
- La pollution ;
- Les incidences des travaux/ du programme sur le patrimoine biologique.

Livrables attendus :

Le document d'incidence fourni par le titulaire dans le cadre de cette mission doit prendre en compte a minima :

- La définition des types de surfaces : quantité et nature ;
- Le choix de la solution retenue (stockage, infiltration,), séparateur hydrocarbure ;
- La conception hydraulique du projet ;
- Une mise à jour bilan des surfaces : quantité et nature ;
- Les contraintes et préconisations induites par la loi sur l'eau.
- Les interfaces entre lots ;
- La réalisation des études détaillées d'environnement ;
- La vérification par l'équipe de maîtrise d'œuvre de la concordance des données du programme et des études préalables d'environnement.

- Une justification de la procédure (porté à connaissance, autorisation environnementale...) adaptée au projet au titre de la loi sur l'eau. Il est à la charge du titulaire de définir la procédure et d'élaborer les documents adéquats. La procédure sera ensuite soumise à validation des services instructeurs.
- Tout élément que le MOE jugera pertinent d'inclure dans le dossier ou que les services de l'État (DRIEAT...) jugeront nécessaire pour l'instruction du dossier et l'obtention de l'autorisation.

❖ **Mission complémentaire : MC2**

La Mission Complémentaire 2 comprend :

- L'élaboration du dossier d'autorisation au titre de la Loi sur l'eau,
- L'assistance au Maître d'Ouvrage durant la phase d'instruction du dossier.

Le dossier d'autorisation au titre de la Loi sur l'eau :

Le contenu du dossier sera conforme aux articles R214-6 à R214-31 et aux articles R214-41 à R214-56 du Code de l'environnement.

Le titulaire établira un dossier d'autorisation « Loi sur l'eau » conformément à l'article R214-6 du Code de l'environnement. La mission comprend :

- La constitution du dossier d'autorisation y compris les différentes versions par suite des avis successifs du conducteur des études, du représentant du pouvoir adjudicateur et des services instructeurs ;
- L'élaboration de l'étude d'impact en cas de substitution au document d'incidences lorsque la réglementation l'exige ;
- L'assistance au représentant du pouvoir adjudicateur pendant toute l'instruction du dossier, l'enquête publique et le passage en CODERST.

Cette mission se base sur la mission complémentaire 1 (MC1) – Élaboration de la note d'incidence et tous les éléments d'études de celle-ci. Ainsi, le périmètre de la mission est défini par l'opération concernée : la régénération de l'écluse d'Amfreville 2.

Les livrables seront soumis à l'approbation du maître d'ouvrage avant transmission aux services instructeurs. Les reprises du rapport à la suite des commentaires du MOA sont de plein droit à prendre en compte par la MOE et ce, sans rémunération complémentaire. Il en va de même pour les reprises suites aux commentaires des services instructeurs et ce, jusqu'à l'obtention de l'autorisation de travaux.

Le maître d'œuvre doit, lors des phases visa et suivi des travaux, s'assurer que les dispositions retenues au titre de la loi sur l'eau et de la protection du patrimoine biologique soient respectées.

19 – Clause de réexamen

Conformément à l'article R. 2194-1 du code de la commande publique et l'article 26 du CCAG MOE, le présent marché public peut être modifié dans les circonstances suivantes :

- Si des modifications de la réglementation en matière d'environnement, d'urbanisme ou de construction non prévisibles à la date de passation du marché rendent nécessaire des modifications du programme ou du projet ou la réalisation de prestations supplémentaires non prévues au marché ;
- De circonstances que des parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur et modifiant de manière significative les conditions d'exécution du marché, les parties examinent de bonne foi les conséquences, notamment financières, de cette circonstance ;
- D'avarie imprévisible nécessitant des travaux anticipés par rapport au chômage programmé ;

- D'un aléa de chantier, qui ne pouvait pas être raisonnablement anticipé par l'ensemble des diligences accomplies par le maître d'œuvre, entraînant une durée plus longue de la phase DET, des adaptations de conception ou la validation de nouvelles études d'exécutions ;
- D'une modification du programme ou d'une modification de la mission décidée par le Maître d'Ouvrage portant sur la consistance des prestations à réaliser dans le cadre de rajout ou de suppression de prestations.

La mise en œuvre de la clause de réexamen fera l'objet d'une décision écrite de VNF sous la forme d'un avenant contractualisant les modifications apportées.

20 - Mesures d'ordre social – Application de la réglementation du travail

20.1 – Travail dissimulé

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.

Le titulaire doit être en mesure de justifier pour lui-même et ses sous-traitants quel que soit leur rang, sur simple demande du RPA, du respect des obligations prévues par les huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail.

Il devra, sur demande du RPA, communiquer les documents justificatifs et permettre l'accès à l'ensemble de ses lieux de travail et de ceux de ses sous-traitants.

En cas d'infraction constatée, le marché pourra être résilié dans les conditions définies à l'article 30 du CCAG MOE.

En application de l'article D.8222-5 du Code du Travail, le titulaire est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

Dans le cas de groupement, le respect de ces mêmes obligations par les cotraitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre au maître d'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

20.2 – Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers ou de travailleurs détachés

20.2.1 - Intervenants étrangers

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français. Si le titulaire est étranger et n'a pas d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA. En application des articles D.8222-7 et 8 du Code du Travail, le titulaire, s'il est établi ou domicilié à l'étranger, est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre au maître d'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque

salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

La monnaie de compte du marché est l'euro. Le prix, libellé en euros, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues à l'article R.2193-1 du CCP, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N° du ayant pour objet
Mes demandes de paiement seront libellées en euros et soumises aux modalités du CCAP.
Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français." En application de l'article L1262-4-1 du code du travail, lorsque le titulaire ou le sous-traitant procède à un détachement de travailleurs, il fournit au maître d'ouvrage une copie de la déclaration de détachement effectuée auprès de l'inspection du travail. »

20.2.2 - Travailleurs détachés lutte contre les prestations de services internationales illégales

a/ Désignation d'un représentant du titulaire

Le titulaire établi hors de France qui détache des salariés pour l'exécution du présent marché public doit conformément aux articles L 1262-1-1 et R 1263-2-2 du code du travail désigner sur le territoire français un représentant, unique interlocuteur de l'inspection du travail pendant toute la durée du détachement.

b/ Documents à produire

Avant chaque détachement, le représentant désigné par le titulaire doit transmettre au maître d'ouvrage les documents suivants :

- Une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale mentionnée à l'article R. 1263-4-1, conformément aux dispositions de l'article R. 1263-6-1 du code du travail, concernant :
 - Les salariés détachés par ses soins,
 - Les salariés détachés par les soins de ses sous-traitants quel que soit leur rang dans la chaîne de sous-traitance,
 - Ainsi que les salariés détachés par toute entreprise de travail temporaire située hors de France sollicitée dans le cadre de l'exécution du présent marché par le titulaire ou ses sous-traitants quel que soit leur rang.
- Une copie du document désignant le représentant susmentionné.

Le représentant du titulaire doit veiller au respect de ces obligations. Faute pour le titulaire de se conformer à ces obligations, le maître d'ouvrage, après mise en demeure préalable de se mettre en conformité avec la réglementation du travail dans un délai de huit jours, résilie le marché aux torts du titulaire dans les conditions définies au CCAG MOE.

c/ Obligation d'affichage

Dès la date d'intervention des travailleurs détachés, le titulaire porte à la connaissance des salariés détachés, par voie d'affichage dans le local vestiaire prévu par l'article R. 4534-139 du code du travail, et tient en bon état de lisibilité, les informations requises par l'article D. 1263-21 du code du travail.

L'affichage doit être traduit dans l'une des langues officielles parlées dans chacun des États d'appartenance des salariés détachés sur le chantier.

Le titulaire informe sans délai le maître d'ouvrage de cet affichage.

En cas de constat de travail dissimulé et de manquements à l'obligation d'affichage des informations concernant les travailleurs détachés, des pénalités s'appliqueront dans les conditions définies au CCAP.

21 - Conflit d'intérêts

Le titulaire prend les mesures nécessaires pour prévenir toute situation susceptible de compromettre l'exécution impartiale et objective du marché. Un conflit d'intérêt peut résulter notamment d'intérêts économiques, de liens familiaux ou sentimentaux, ou toutes autres relations ou tous intérêts communs. Tout conflit d'intérêt surgissant pendant l'exécution du contrat doit être signalé sans délai et par écrit à VNF. Le titulaire doit prendre immédiatement toute mesure nécessaire pour y mettre fin et en informe VNF.

Une attestation sur l'honneur devra être fournie chaque année ou sur simple demande afin de justifier qu'il n'y a pas de conflit d'intérêt. En cas de constat d'une situation de conflit d'intérêt par la maîtrise d'ouvrage, le titulaire sera invité à l'interrompre et précisera les mesures prises pour le faire cesser au représentant du pouvoir adjudicateur.

22 - Obligation de confidentialité

Le titulaire se reconnaît tenu au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits, informations, études, résultats et décisions dont il aura connaissance au cours de l'exécution du présent marché. Les renseignements, documents ou objets qui sont communiqués au titulaire le sont à titre confidentiel et ne peuvent, sans autorisation expresse, être transmis ou divulgués, même à titre gratuit, à des tiers.

23 - Protection des données à caractère personnel

Les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement des données à caractère personnel et, en particulier, la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée et le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel (RGPD).

Pour l'application de ces dispositions, il est rappelé que, dans le cadre de leurs relations contractuelles, le pouvoir adjudicateur a la qualité de "responsable du traitement", et le titulaire celle de "sous-traitant" du responsable du traitement.

Le titulaire pourra donc, en cas de manquement à ses obligations en matière de protection des données, voir sa responsabilité engagée dans les conditions et limites propres à cette qualité.

24 - Sous-traitance

Le titulaire ne peut sous-traiter la totalité du marché.

En application des articles L2193-1 à L2193-14 et R2193-3 à R2193-4 du code de la commande publique, le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché sous réserve de :

- L'acceptation du ou des sous-traitants par le pouvoir adjudicateur ;
- L'agrément par le pouvoir adjudicateur des conditions de paiement de chaque sous-traitant.

Il est rappelé à ce titre que la méconnaissance par le titulaire de son obligation de déclaration du ou des sous-traitants, indépendamment de leur rang, est sanctionnée pénalement conformément à l'article L 8271-1-1 du code du travail.

En sus de la déclaration de sous-traitance et des renseignements exigés à l'article R.2193-1 du code de la commande publique, le dossier de candidature de chaque sous-traitant comportera l'attestation d'assurance de responsabilité civile professionnelle visée à l'article 19 du CCAP, ainsi que les renseignements permettant l'évaluation de leur situation juridique, leur capacité économique, financière et technique (cf. liste au règlement de la consultation).

En cours de marché, les demandes d'acceptation des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement sont formulées dans le projet d'acte spécial.

Le titulaire doit joindre, en sus du projet d'acte spécial et des renseignements exigés par l'article R.2193-1 du CCP, les mêmes documents listés précédemment.

25 - Dérogations

- L'article 7.3 du CCP déroge à l'article 10.1.2 du CCAG - Maîtrise d'œuvre.
- L'article 11 du CCP déroge à l'article 3.1 du CCAG - Maîtrise d'œuvre.
- Les articles 11.1 et 11.7 du CCP dérogent à l'article 21 du CCAG - Maîtrise d'œuvre.
- L'article 13 du CCP déroge à l'article 24 du CCAG - Maîtrise d'œuvre.
- L'article 14 du CCAP déroge aux articles 16.2.1, 16.2.2, 16.2.3 et 16.2.4 du CCAG - Maîtrise d'œuvre.
- L'article 17 du CCAP déroge à l'article 35.3 du CCAG - Maîtrise d'œuvre.